



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article6316>

Panique à bord

- Journal des Alternatives - Publications - Dossiers - Crises -

Date de mise en ligne : mardi 6 septembre 2011

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Le spectacle actuellement offert par les gouvernements européens et par celui des Etats-Unis est humiliant pour eux, mais il est surtout ravageur pour la démocratie. Quand ils voient les dirigeants de grands pays étaler publiquement leur impuissance face aux agences de notation et aux détenteurs de capitaux, les citoyens en sont conduits à se demander si les élections ont encore un sens. A la question de savoir « qui gouverne ? », la réponse n'est plus en effet « les présidents ou les premiers ministres », mais de toute évidence « les marchés financiers ».

Malgré quelques dénonciations rituelles des « spéculateurs », cette capitulation devant la finance n'est même plus dissimulée. Des ministres déclarent sans la moindre vergogne qu'il faut sabrer dans les dépenses de protection sociale, réduire le montant des retraites, licencier des fonctionnaires avec pour unique objectif de préserver la « note » AAA chez Moody's, Fitch Ratings ou Standard & Poor's afin de pouvoir emprunter aux taux les plus avantageux. Pour satisfaire au nouveau plan de « sauvetage » de la Grèce, décidé le 21 juillet dernier, le gouvernement d'Athènes est sommé de privatiser tout ce qui peut l'être, y compris, pourquoi pas, des îles et le Parthénon !

Le problème, pour les gouvernements, et en particulier ceux de la zone euro, c'est que, pour les marchés financiers, aucune mesure, même si elle se veut une réponse à leurs injonctions, n'est jamais suffisante, et ils passent immédiatement à l'acte pour le faire savoir. Ainsi, au lendemain de l'accord sur le plafond de la dette fédérale imposé à Barack Obama par les Républicains, et qui va massivement amputer les budgets sociaux, l'Agence Standard & Poor's, dans une décision historique, a dégradé la note des Etats-Unis à AA+. Malgré l'adoption du plan censé « sauver » la Grèce et, au-delà d'elle, la monnaie unique européenne, les analystes financiers envisagent ouvertement un défaut de ce pays, voire l'implosion de la zone euro. Quant aux taux d'intérêt des emprunts de l'Italie et de l'Espagne, ils ont bondi le lendemain au-dessus de 6 % (contre un peu plus de 2 % pour l'Allemagne) ce qui les rendra, eux aussi, impossibles à rembourser.

En d'autres termes, les autorités politiques sont incapables d'empêcher la marche vers la récession et vraisemblablement vers un nouveau krach. La finance est myope ; pour elle, le long terme c'est l'intervalle de quelques secondes entre deux clics sur un clavier d'ordinateur. A l'inverse, la raison d'être des gouvernements est d'anticiper l'avenir, de penser à un horizon de plusieurs années ou au moins de plusieurs mois. Cette mission est devenue rigoureusement impossible pour eux : ce sont les marchés qui leur imposent non seulement le contenu de leurs « décisions », mais aussi leur rythme et leur calendrier.

Il ne faudrait cependant pas présenter les gouvernements comme d'innocentes victimes de la folie du capital. Depuis plus de trente ans, au nom de l'idéologie néolibérale et du « tout-marché », ils ont systématiquement démantelé - en particulier via les traités européens - tous les outils de régulation et de contrôle dont ils disposaient. Ils se trouvent aujourd'hui dans la situation de l'équipage paniqué d'un avion dont les commandes ne répondent plus, et qui va tout droit au crash. En Europe, pour tenter d'éviter la catastrophe, ils sont contraints de faire jouer à la Banque centrale européenne, théoriquement « indépendante », un rôle que lui interdit pourtant le traité de Lisbonne.

Etonnant paradoxe : même pour « produire » du libéralisme et obéir aux marchés, il faut des capacités d'intervention des Etats. En déconnectant la sphère économique et financière de la sphère politique, les libéraux ont ainsi creusé leur propre tombe. Une tombe dans laquelle ils sont en train d'entraîner les peuples.